



Séminaire international de recherche

« LES COMMISSIONS RÉGIONALES DES CONSEILS NATIONAUX DES DROITS DE L'HOMME DANS LES RÉGIONS AUTONOMES : BONNES PRATIQUES ET DÉFIS »

La Mission permanente du Royaume du Maroc auprès des Nations Unies organise un séminaire international de recherche sur le thème : « Les Commissions régionales des Conseils nationaux des Droits de l'Homme dans les régions autonomes : bonnes pratiques et défis » à **New York le 30 juin 2014**. A l'instar de séminaires similaires organisés au Maroc ou à Genève, ce séminaire aura pour objectif de promouvoir l'importance de l'Initiative marocaine pour la négociation sur l'autonomie de la Région du Sahara, à la lumière des efforts déployés par le Maroc en termes de développement économique, socioculturel, environnemental et humain de cette région. Il offrira l'occasion de comparer les pratiques suivies dans certains Etats s'agissant de la relation entre les Conseils nationaux (ou Commissions nationales) des Droits de l'Homme et les Commissions régionales actives dans leurs territoires autonomes ou décentralisés. Il importe de noter que les négociations internationales sur le conflit du Sahara occidental se déroulent sous les auspices des Nations Unies et que ce séminaire ne vise aucunement à se substituer à ces pourparlers mais à faciliter leur succès.

Programme

Lieu : Salle de conférences 733 Third Avenue, New York, NY

09h00 – 09h15	M. Marc Finaud , Conseiller principal, Centre de Politique de Sécurité de Genève (GCSP)	Introduction du Président : <i>Principaux Aspects de l'Initiative marocaine sur l'autonomie de la Région du Sahara relatives au respect des droits humains</i>
09h15 – 09h30	M. Driss El Yazami , Président du Conseil national des Droits de l'Homme du Maroc	<i>Le Conseil national des Droits de l'Homme et les Commissions régionales des Droits de l'Homme du Maroc</i>
09h30 – 12h30	Présentation des expériences de relations entre les Conseils nationaux (ou Commissions nationales) des Droits de l'Homme et les Commissions régionales des Droits de l'Homme, et comparaison avec la pratique marocaine	
– 09h30 – 10h00	Me Renée Dupuis , Vice-présidente de la Commission des droits de la personne et des droits de la jeunesse du Québec	<i>Canada / Québec</i>
– 10h00 – 10h30	Mme Carola Carazzone , Secrétaire générale de l'Association italienne des Fondations et Institutions caritatives (ASSIFERO)	<i>Italie</i>
– 10h30 – 11h00	M. Nabor Carrillo , Secrétaire exécutif de la Commission nationale mexicaine des Droits de l'Homme	<i>Mexique</i>
– 11h00 – 11h30	Mlle Isabel Lamers au nom de Me Laisa Masuhud Alamia , Secrétaire exécutive de la Région Autonome du Mindanao Musulman (ARMM), Philippines	<i>Philippines / Région Autonome du Mindanao Musulman</i>
– 11h30 – 12h00	Me Mary C. Massay , Secrétaire exécutive de la Commission tanzanienne des Droits de l'Homme et de la Bonne Gouvernance (CHRAGG)	<i>Tanzanie / Zanzibar</i>
12h00 – 12h30	M. Marc Finaud	<i>Conclusions de la Présidence</i>
12h30 – 14h00	Buffet traditionnel marocain	



BIOGRAPHIES DES CONFÉRENCIERS

Me Laisa Masuhud ALAMIA

laisa.alamia@armm.gov.ph

Avant d'être nommée Secrétaire exécutive du gouvernement de la Région autonome de Mindanao musulman (ARMM) aux Philippines, Me Laisa Alamia présidait la Commission des Droits de l'Homme de l'ARMM. Auparavant elle avait été l'une des fondatrices du réseau Nisa de défense des droits des femmes musulmanes d'ARMM ainsi que Secrétaire du Conseil d'administration de l'Association des Avocats de Bangsamoro (BLN), membre du Centre d'Action des Droits de l'Homme de Mindanao (MinHRAC). Elle a été avocate au tribunal de Zamboanga City dans des affaires de droit de la famille et notamment de violence envers des femmes et des enfants. Elle a aussi été conseillère juridique de l'Université Ateneo de Zamboanga et Experte en développement économique à l'Autorité nationale de développement économique (NEDA). Auparavant, elle avait suivi une formation d'infirmière à l'Université Ateneo de Zamboanga puis obtenu une Licence en Droit à l'Université d'Etat du Western Mindanao.

Mme Carola CARAZZONE

carazzone.carola@gmail.com

Carola Carazzone, actuelle Secrétaire générale de l'Association italienne des Fondations et Institutions caritatives (ASSIFERO), est une juriste italienne des droits humains. Elle est titulaire du diplôme CIEDHU de l'Institut international des Droits de l'Homme de Strasbourg et d'un Master international en Coopération et Développement de l'Ecole européenne d'études avancées en Coopération et Développement de l'Université de Pavie. Elle est membre de l'Association de Développement et de Capacités humains, de l'Association italienne d'études juridiques de la migration et du Conseil exécutif du Réseau Don Bosco. Au cours de ses 15 ans d'activités professionnelles, elle a développé une expérience approfondie dans 18 pays non européens et de nombreux contextes multiculturels, y compris en vivant quatre ans dans trois pays, travaillant avec la société civile à la promotion et à la protection des droits humains dans des pays en développement, différents environnements humanitaires et au niveau international, atteignant des positions de responsabilité dans différents domaines. Après avoir servi pendant 10 ans au Bureau de Coordination des Droits humains créé en 2002 pour VIS (Volontariat international du Développement, l'un des dix premières ONG italiennes de développement pour appliquer des approches fondées sur les droits humains aux programmes de développement visant des groupes dans les situations les plus vulnérables, en 2011 elle est devenue la première femme élue présidente de VIS. Depuis 2006, elle a agi comme porte-parole d'un réseau de 88 ONG italiennes des droits humains, menant des campagnes nationales et internationales sur diverses causes de droits humains, représentant la Coalition devant le Conseil des Droits de l'Homme, des organismes des traités et Procédures spéciales de l'ONU, le Parlement, le gouvernement, l'Ombudsman et les Organismes d'Egalité italiens. Elle participe depuis 2005 comme experte des droits humains au Programme de Gestion du Développement du Centre international de formation du BIT. Chaque année, elle enseigne les droits humains et le développement aux Universités de Turin, Pavie, Rome, Sienne ainsi qu'à l'Université de Bethléem en Palestine et Cartagène en Colombie. Elle a publié trois ouvrages et de nombreux articles sur divers sujets relatifs aux droits humains et au développement humain.

Me Nabor CARILLO

ncarrillo@cndh.org.mx

Me Nabor Carillo est titulaire d'un diplôme en droit de l'Université Autonome de Mexico et de plusieurs diplômes en Politique économique internationale (CIDE), études européennes (ITAM) et Histoire (Université de Grenoble). Il est également diplômé d'Etudes en politique étrangère américaine de l'Université de Georgetown et du Programme pour hauts dirigeants d'entreprises publiques de l'INAP. Il a plus de 30 ans d'expérience dans les secteurs public et privé au Mexique, où il a travaillé dans les domaines de la politique gouvernementale, des affaires internationales, du commerce extérieur et de la sécurité. Dans le secteur public, il a occupé plusieurs fonctions élevées au Département de la Sûreté publique, aux Ambassades du Mexique à Washington et à Madrid, comme Secrétaire général du Ministère de la Justice, Directeur général de l'Assistance judiciaire internationale et de l'Extradition, Conseiller pour les Affaires spéciales à la Présidence de la République et Conseiller pour les Affaires internationales au Ministère du Plan et du Budget. Dans le secteur privé, il a entre autres travaillé à l'Economic Strategy Institute (Washington, DC), à l'ICA et au TMM. En 2011 et 2012, il a représenté son pays au Forum de Sécurité de Marrakech au Maroc ; depuis 2008, il intervient aussi au Forum de Doha au Qatar. Il est associé depuis 2008 à la Commission mexicaine des Affaires internationales (COMEXI) ; en 1999 et 2000 il a été Vice-président du Conseil économique du Bassin du Pacifique (PBEC) ; de 1995 à 2000 il a été Président de trois comités



bilatéraux du Conseil mexicain du Commerce extérieur (COMCE) et en 1998-1999 membre du Conseil d'administration de l'Association nationale des Importateurs et Exportateurs (ANIERM). Depuis 1985 il est membre de l'Académie mexicaine de Droit international.

Me Renée DUPUIS

Marwa.Mohamed@cdpdj.gc.ca

Me Renée Dupuis est membre du Barreau du Québec depuis 1973. Elle se spécialise dans les droits de la personne, le droit relatif aux Autochtones et le droit administratif. Me Dupuis a agi en qualité d'avocate pour plusieurs Premières nations au Québec et à titre de consultante sur des questions autochtones auprès des gouvernements du Québec et du Canada. Elle a publié de nombreux ouvrages et articles et a prononcé plusieurs conférences au Canada et à l'étranger. De 2003 à 2009, elle a été présidente de la Commission des revendications des Indiens après y avoir été commissaire de 2001 à 2003. De 1989 à 1995, elle a été commissaire à la Commission canadienne des droits de la personne. Elle a été associée comme chercheur à la Commission royale sur les peuples autochtones de 1992 à 1995 et a été membre du Comité de la révision de la Loi canadienne sur les droits de la personne en 1999-2000. Elle a enseigné de 1988 à 1998 à l'ENAP en droit administratif et en droit de la personne. Son ouvrage *Le statut juridique des peuples autochtones en droit canadien* (Carswell, 1999) a reçu le prix de la Fondation du Barreau du Québec (monographies) en 2001 et son livre *Quel Canada pour les Autochtones, La fin de l'exclusion* (Boréal, 2001) a reçu le prix du Gouverneur général (essais) en 2001.

M. Driss EL YAZAMI

cndh@cndh.org.ma

Driss El Yazami, nommé en 2011 président du Conseil national des droits de l'Homme (CNDH), est né en 1952 à Fès. Diplômé du Centre de formation et de perfectionnement des journalistes de Paris, M. El Yazami a été membre de l'Instance Équité et Réconciliation, du Conseil consultatif des droits de l'Homme et membre du Conseil d'administration de la Fondation des Trois Cultures (Espagne). Il est délégué général de Génériques, une association spécialisée dans l'histoire des étrangers et de l'immigration en France et rédacteur en chef de la revue *Migrance*. M. El Yazami est ancien vice-président de la Ligue française des droits de l'Homme (LDH), ancien secrétaire général de la Fédération internationale des ligues des droits de l'Homme (FLDH) et ancien membre du Comité exécutif du Réseau euro-méditerranéen des droits de l'Homme. Depuis 2004, il est président de la Fondation euro-méditerranéenne de soutien aux défenseurs des droits de l'Homme et membre du Conseil d'orientation et du Conseil d'administration de la Cité nationale de l'histoire de l'immigration en France. M. El Yazami fut co-réalisateur du film *France, terre d'Islam?* en 1984. Il a également été commissaire de plusieurs expositions sur l'immigration. Il est aussi co-auteur de plusieurs publications : *Pour les droits de l'Homme* (bilingue : français-anglais - Ed. Syros-Artis, Paris 1989) ; *Les étrangers en France, guide des sources d'archives publiques et privées (XIX^e-XX^e siècles)* ; *Le Paris arabe* (Ed. La Découverte - 2003) ; *Généralisations* (Gallimard, 2009). Il est aussi auteur (avec Rémy Schwartz) du *Rapport pour la création d'un Centre national de l'histoire et des cultures de l'immigration* remis en 2001 au Premier ministre français et de plusieurs articles publiés dans la presse française. Il est chevalier de la Légion d'honneur française depuis 2010. Il est depuis décembre 2007 président du Conseil de la communauté marocaine à l'étranger.

Mr Marc FINAUD

m.finaud@gcsp.ch

Marc Finaud, né en 1953, est un ancien diplomate français de carrière ayant l'expérience de postes bilatéraux (Leningrad, Varsovie, Tel-Aviv, Sydney) mais aussi de responsabilités multilatérales (à Madrid, Vienne, Genève et New York) en particulier dans les domaines des droits de l'homme et de la maîtrise des armements. Depuis 2004, il partage cette expérience avec de jeunes diplomates et officiers militaires de tous pays qui reçoivent une formation au Centre de Politique de Sécurité de Genève (GCSP) et mène des recherches sur le désarmement, le Moyen-Orient et le droit international humanitaire. Depuis 2013, il est également Collaborateur scientifique de l'Institut des Nations Unies pour la Recherche sur le Désarmement (UNIDIR). Parmi ses publications on peut citer : "L'Autonomie peut-elle satisfaire le droit à l'autodétermination ?" (GCSP *Geneva Paper*, 2010); *Multilateralism and Transnational Security* (Genève : Slatkine, 2009); *Global Biosecurity* (Genève : Slatkine, 2008).



Mlle Isabel LAMERS

isabel.lamers@graduateinstitute.ch

Mlle Isabel Lamers, née aux Pays-Bas, est titulaire d'un Bachelor en Droit international de l'Université de Maastricht (2012) et d'un Master en Droit international de l'Institut des Hautes études internationales et de développement de Genève (2014) obtenu avec une thèse sur le droit à l'auto-détermination dans le processus de paix de Bangsamoro au Mindanao musulman aux Philippines. Elle a accompli plusieurs stages dans diverses institutions : en soutien à la médiation au Centre pour le Dialogue humanitaire à Genève ; au sein du Bureau du Conseiller présidentiel sur le Processus de paix (OPAPP) à Manille; comme stagiaire juriste à l'UNRWA et à la Fondation Konrad Adenauer à Amman. Elle a aussi été Assistante de recherche à l'Université de Maastricht. Elle a publié *Consumption Without Borders: Competence Attribution in EU Consumer Law and the American Federal Model* (Brink, 2013).

Mary C. MASSAY

mary.massay@chragg.go.tz

Me Mary Crescent Massay, née en 1958, est la Secrétaire exécutive de la Commission des Droits Humains et de la Bonne Gouvernance (CHRAGG) de Tanzanie. La CHRAGG est une commission indépendante du gouvernement mandatée pour promouvoir et protéger les droits humains et les principes de bonne gouvernance en Tanzanie continentale et à Zanzibar. Elle a dix ans d'une solide expérience dans le domaine des droits humains. En tant que principale responsable de la CHRAGG, sa tâche consiste à exécuter les décisions de la Commission et à superviser son administration et sa gestion. Elle a aussi pour fonctions de contrôler et de prodiguer des conseils en matière d'enquêtes, de recherche et de demandes du public sur les droits humains, d'information du public, de consultance pour le gouvernement et de direction de la coopération entre la Commission et les acteurs nationaux, régionaux et internationaux en matière de droits humains. Avocate de profession et Avocate à la Haute Cour, elle est titulaire d'une Licence en Droit - L.LB (Hons) - de l'Université de Dar es Salaam (1984) et d'un Master en Gestion publique (MPA) de l'Université Mzumbe en Tanzanie (2012). Elle a auparavant été Directrice des Services juridiques de la CHRAGG, Secrétaire d'entreprise à Twiga Bancorp, juriste principale à la Tanzania Housing Bank, et Conseillère juridique privée de plusieurs entreprises. Elle a participé à de nombreuses formations internationales et régionales en matière de droits humains et de gestion et en a tiré une grande expérience et de vastes connaissances des questions de droits humains et de gestion.